



Une manifestation est prévue devant les locaux des Finances publiques lundi prochain.



Fermeture de quatre trésoreries

HAUTE-MARNE Bourmont, Bourbonne-les-Bains, Nogent et Wassy vont voir disparaître leur trésorerie. Une restructuration qui alarme les élus et les personnels.

L'annonce est imminente. La direction des Finances publiques doit officialiser la fermeture de quatre trésoreries haut-marnaises lors d'un comité technique le 27 juin prochain. Un coup dur pour le service public dans le département qui voit à nouveau fondre sa présence sur le territoire. Ainsi, les trésoreries de Bourmont, Bourbonne-les-Bains, Nogent et Wassy fermeront leurs portes au 1^{er} janvier 2019.

« Nous voterons contre le 27 juin », assure Rachel Sugneau, inspectrice des finances et représentante FO du personnel. Tout cela s'inscrit dans la réforme territoriale dictée par la loi NOTRe qui impacte durablement la Haute-Marne. Un mouvement commencé il y a une dizaine d'années où l'on pouvait encore compter une trentaine de trésoreries dans le département contre huit aujourd'hui. Ne resteraient donc que Saint-Dizier, Joinville, Chau-

mont, Andelot, Châteauvillain, Prauthoy, Langres et Chalindrey.

MANIFESTATION DES ÉLUS

Soit une trésorerie par EPCI (communauté de communes et agglomération). « Châteauvillain et Joinville sont en surpis », annonce également Rachel Sugneau. « On éloigne tout et cela va compliquer la gestion des budgets des communes, on ne peut pas se démultiplier à l'infini », reprend l'inspectrice. Sans compter la diminution des effectifs au sein de cette administration qui emploie 290 agents contre 500 il y a une dizaine d'années. À ce sujet, les quatorze agents concernés par les fermetures seront rattachés à une autre trésorerie (Andelot, Chalindrey, Saint-Dizier et Chaumont). La nouvelle à peine sue que les élus sont montés au créneau pour tenter d'inverser la donne. Une manifestation est même

prévue le lundi 25 juin à 10 h devant le siège départemental des Finances publiques. La maire de Bourbonne-les-Bains s'est fendue d'une lettre ouverte dans laquelle elle dénonce un « double langage » de l'État. « C'est le principe même de traitement des citoyens qui est remis en cause par le désengagement de l'État », écrit Dominique Richard-Brice.

MANQUE À GAGNER

Une mobilisation qui avait payé en son temps à Andelot. À l'issue de sa marche, le 15 juin, le président du conseil départemental a rappelé qu'une mobilisation peut payer. « On a encore les banderoles... », a ainsi lancé Nicolas Lacroix. À l'époque, Bruno Sido s'était mouillé pour défendre le maintien de cette trésorerie. De son côté, Bourmont doit préparer une action pour septembre.

À Wassy, les élus sont montés au créneau lors de la dernière réunion de la communauté d'agglomération. « On est mis devant le fait accompli », s'est désolé Gilbert Utkala. C'est également une perte financière pour les communes qui ne rentreront plus les loyers des trésoreries. L'annonce de cette fermeture fait grand bruit en ville comme le confirme Alexandre Vignon, conseiller municipal wassyen. « Tant les particuliers que les élus des communes alertent violemment régulièrement à la trésorerie notamment pour des titres pour les centres de loisirs. Si elle ferme, un service public supplémentaire ne sera plus rendu ».

Des transferts qui risquent de ne pas être simples non plus pour les particuliers. En effet, selon le titre à régler, il faudra se rendre parfois dans deux trésoreries différentes...

Bertrand Puytégar